

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 13 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ
68110 Illzach

Références : 0006700472_2026_04_01_Papeterie_du_Rhin_Suivi_Ech
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du suivi de la visite d'inspection du 1er juillet 2025 et du suivi d'échéance de l'arrêté de mise en demeure du 15 avril 2024.

Référentiels réglementaires utilisés:

- Arrêté du 26 avril 2019 portant autorisation à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la société PAPETERIES DU RHIN à Illzach en référence au titre 1er du livre V du code de l'environnement
- Arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations

relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté du 22 août 2025 portant mise en demeure à la société PAPETERIES DU RHIN de respecter les dispositions applicables au traitement de ses eaux pluviales pour ses installations sises à ILLZACH

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les papeteries du Rhin fabriquent des cartons pour tube à partir de fibres recyclées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2	Astreinte	6 mois
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Conformité aux valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.13	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Contrôles de recalage	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Modalités de prélèvement des échantillons	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Sans objet
11	Méthodes d'analyses	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Sans objet
12	Justificatifs des caractéristiques coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 2	Levée de mise en demeure
13	Consigne relative à la vanne d'isolement	AP de Mise en Demeure du 15/04/2024, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats laissent apparaître que :

- une astreinte administrative est proposée en raison du non-respect de l'article 2 de mise en demeure du 22 août 2025,
- des justificatifs complémentaires sont nécessaires pour statuer sur le respect des prescriptions des articles 5-1, 5-13 et 5-5 (Compatibilité milieu, méthodes d'analyses, valeurs limites d'émission, schéma des réseaux) de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 ;
- des justificatifs complémentaires sont nécessaires pour statuer sur le respect des prescriptions des articles 4.2.2 et 7.3.2. (Points de rejet, confinement des eaux d'extinction) de l'arrêté ministériel du 26 avril 2019 ;
- des actions correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant pour se conformer aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 1^{er} septembre 2023 (Justificatifs des caractéristiques coupe-feu) et de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 15 avril 2024 (Consigne relative à la vanne), ce qui permet de lever les mises en demeure pour ces points de contrôle ;
- des non-conformités relatives à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 (Conformité aux valeurs limites d'émission) et à l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 (Contrôles de recalage) sont constatées et amènent à proposer une mise en demeure pour le respect des ces prescriptions ;
- des mesures ont été prises pour le respect des prescriptions de l'article 9.5.2 de l'arrêté du 26 avril 2019 et de l'article 5.1 (Modalités de prélèvement des échantillons, interprétation des résultats) de l'arrêté du 10 septembre 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <i>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 susvisé. Soit les prescriptions suivantes : les eaux pluviales de voiries, surface de parking et de chargement de</i>

camion sont collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement urbain après traitement sur un dispositif déshuileur-décanteur.

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que deux points identifiés comme "puits perdus" étaient mentionnés sur le plan des réseaux. L'exploitant n'avait pas été en mesure de confirmer cette donnée, les investigations n'ayant pas permis de déterminer les caractéristiques de ces ouvrages et avait indiqué qu'il pouvait s'agit de fosses.

L'infiltration des eaux pluviales n'étant pas autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter la prescription susmentionnée.

Par courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué qu'il proposait un échéancier pour la mise en œuvre d'un plan d'action à la suite de l'identification des ouvrages au niveau des quais et sollicitait un délai supplémentaire pour intégrer ces résultats dans le porter-à-connaissance en lien avec les travaux retenus.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a précisé les éléments suivants concernant les investigations menées :

- l'un des ouvrages identifiés "puits perdus" sur le plan des réseaux présenté lors de la visite du 1^{er} juillet 2025 est le puits de pompage d'eau à usage industriel de l'entreprise. Après vérification sur le site INFOTERRE et d'un rapport de l'exploitant du 30 juin 2015, l'Inspection constate que ce puits est identifié par le numéro BSS001DCLX (ancien code 04137X0109). Le puits de pompage est localisé dans un avant-puits bétonné souterrain, implanté sous la zone de circulation des camions au nord du quai de chargement. La tête de puits n'est pas visible depuis l'extérieur en raison de la fermeture de l'accès de l'avant-puits par une plaque affleurante en fonte verrouillée par des boulons. L'inspection a pu constater l'existence de ce puits en accédant à la galerie de pompage traversée par la conduite d'exhaure du puits, équipée d'un compteur d'eau. Toutefois, l'accès à la tête de puits n'a pas été possible lors de la visite.

- le second ouvrage identifié "puits perdus" est effectivement un puits perdu situé en bas du quai de chargement. L'inspection a constaté l'existence de ce puits perdu lors de la visite et que, par conséquent, les eaux pluviales de voiries, surface de parking et de chargement de camion ne sont pas collectées puis dirigées vers le réseau d'assainissement urbain après traitement sur un dispositif déshuileur-décanteur.

L'exploitant a précisé la nature et l'échéancier des travaux mentionnés dans son courrier du 24 mars 2026. Ces travaux consisteraient à supprimer le puits perdu identifié, à raccorder les eaux pluviales s'écoulant sur la zone de déchargement vers le caniveau (environ 300 m² de surface selon l'exploitant) au réseau d'assainissement via une pompe de relevage.

Sur ce point, l'exploitant ajoute que le passage des ces eaux pluviales via le séparateur d'hydrocarbures existant n'est pas faisable sur le plan technico-économique. De ce fait, ces eaux pluviales seraient raccordés directement au réseau d'assainissement. L'exploitant sollicite l'Inspection pour savoir si ce rejet serait possible et indique, dans un tel cas, que la convention de rejet avec le SIVOM Mulhouse Sud Alsace serait actualisée.

L'exploitant indique que ces travaux pourraient être programmés lors des phases d'arrêt de l'usine soit au mois de juin soit au mois de décembre 2026.

Ce rejet direct, sans traitement préalable sur un dispositif déshuileur-décanteur, constitueraient

une non-conformité à la prescription contrôlée.

Par courrier en date du 14 avril 2026, l'exploitant a confirmé la possibilité des travaux lors des arrêts de l'usine prévues au mois de juin 2026 et décembre 2026. Toutefois, compte-tenu de la nécessité de déposer préalablement un rapport à connaissance (prévu pour octobre 2026), de la durée d'instruction de celui-ci et d'envisager le rejet après traitement, il sollicite un délai supplémentaire pour l'arrêt de décembre 2026. Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Compte-tenu des actions planifiées par l'exploitant, il est proposé de surseoir à l'application de l'astreinte jusqu'au 1^{er} décembre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

Article 5.5

[...]

Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Article 3.10

[...]

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que le plan topographique des réseaux d'eau, mis à jour le 15 janvier 2025 présentait des manquements (absence de certains ouvrages, manque de lisibilité).

Il avait été indiqué qu'il appartenait à l'exploitant de mettre à jour le plan et de compléter le synoptique au regard des constats réalisés.

Dans son courrier du 09 janvier 2026, l'exploitant a précisé qu'une commande auprès d'un géomètre a été passée en novembre 2025 pour une intervention prévue en février 2026.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a précisé que l'intervention du géomètre a commencé en janvier 2026 et se poursuit actuellement. Le délai de finalisation des plans est prévu au 30 avril 2026 selon l'exploitant.

L'exploitant n'ayant pas mis, à jour le plan des réseaux, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant de transmettre le plan des réseaux actualisé au regard des constats de l'Inspection établis lors des visites du 01 juillet 2025 et du 01 avril 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :

<i>Point de rejet</i>	<i>N°1</i>	<i>N° 2</i>
<i>Milieu récepteur final</i>	<i>Canal du Rhône</i>	<i>réseau d'assainissement du SIVOM</i>
<i>Équipement de traitement en aval du point de rejet</i>	<i>sans</i>	
<i>Nature des effluents</i>	<i>Eaux pluviales de toiture</i>	<i>Eaux de process</i>
<i>Autres précisions utiles</i>	<i>Une partie des eaux de toiture est rejetée dans le réseau d'assainissement du SIVOM</i>	

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que les installations disposent de plusieurs points de rejets des effluents industriels et des eaux pluviales vers la station de traitement des eaux urbaines.

Par ailleurs, l'existence du rejet canalisé dans le canal du Rhône (point de rejet n°1 mentionné dans

la prescription contrôlée) avait été considérée incertaine.

Au regard de l'inadaptation constatée de la prescription (rejets d'effluents industriels réalisés directement à la station d'épuration et non dans le réseau d'assainissement, points de rejet incomplets) et des modalités de collecte des effluents non conformes à l'état de l'art et aux prescriptions générales applicables (potentielle dilution d'effluents industriels, potentiels rejets d'effluents industriels par un point non prévu dans l'arrêté préfectoral), l'inspection avait attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que les modalités actuelles de collecte des effluents ne sont pas acceptables. Il appartenait à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet, l'ensemble des modifications réalisées sur son réseau de collecte des effluents aqueux.

Dans un courriel du 04 août 2025, l'exploitant a précisé qu'il « *existe pour certaines toiture un rejet dans le canal du Rhône* ».

Dans son courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a précisé que compte-tenu du délai nécessaire à la finalisation du plan actualisé du réseau de collecte effluents aqueux (cf. point de constat n°2), une échéance reporté à octobre 2026 pour le dépôt d'un porter à connaissance (PAC) est sollicitée.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a précisé que la mise à jour du plan du réseau de collecte est en cours et devrait être achevée d'ici mai 2026. Il a confirmé par ailleurs la demande de prorogation de délai de dépôt du PAC au mois d'octobre 2026.

Enfin, l'exploitant a ajouté qu'il existerait effectivement un rejet d'eaux pluviales provenant de toitures vers le canal. Toutefois, les toitures concernées par ce rejet ne sont pas identifiées au jour de l'inspection.

L'exploitant n'étant pas en mesure de porter à la connaissance du préfet, l'ensemble des modifications réalisées sur son réseau de collecte des effluents aqueux, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet, l'ensemble des modifications réalisées sur son réseau de collecte des effluents aqueux, au regard des constats établis par l'Inspection lors de ses visites du 1^{er} juillet 2025 et du 1^{er} avril 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

[...]

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux

utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des courts d'eau ou du milieu naturel.
[...]

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait considéré que, compte tenu des incertitudes associées à la situation des ouvrages identifiés en tant que puits perdus (en lien avec le constat du point n°1), le confinement des eaux d'extinction n'était pas garanti au niveau du quai de chargement du bâtiment de stockage des produits finis.

Dans l'attente d'éléments complémentaires relatifs à la caractérisation des ouvrages, l'inspection n'avait pas proposé de suite administrative.

Dans son courrier du 9 janvier 2026, l'exploitant a confirmé que le chiffrage était en cours et que les travaux seraient validés au 1^{er} semestre 2026 et engagés au second semestre 2026.

Dans son courrier du 24 mars 2026, l'exploitant propose la mise en œuvre d'un plan d'action avec un délai sollicité pour octobre 2026 pour l'intégration de ces modifications dans le PAC envisagé.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a précisé (en lien avec le constat du point n°1) que les travaux envisagés consisteront :

- à supprimer le puits perdu et à relier l'évacuation des avaloirs vers le réseau d'assainissement via une pompe de relevage,
- à installer un arrêt « coup de poing » manuel qui, en cas de déversement ou d'extinction d'un incendie, permettra de stopper l'évacuation des fluides pollués et de les confiner de façon gravitaire dans le quai de chargement.

En lien avec le constat du point n°1, l'Inspection considère que celui-ci ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le constat du point n°1, il est attendu que l'exploitant justifie son projet de travaux au travers d'un porter-à-connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conformité aux valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Article 4.3.1 de l'arrêté du 26 avril 2019[...]Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

[...]				
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux moyen spécifique annuel (kg/tonne de papier produite)	Code Sandre
DCO		8100	33,8	1314
[...]				

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que de nombreux dépassements en DCO étaient survenus en flux en mai 2025 (13 dépassements compris entre 8125,8 kg/j et 10032 kg/j).

Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures adaptées visant à respecter les valeurs limites d'émission de manière pérenne. En particulier pour la DCO, il appartenait à l'exploitant de justifier du retour à une situation maîtrisée.

Concernant les flux spécifiques, il appartenait à l'exploitant de communiquer les flux moyens annuels.

Cette demande avait justifié une demande d'action corrective.

Par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'un plan d'action était en cours sur le traitement des dépassements de DCO et suivi par la production (actions EVS20250086). Il indiquait également que le taux de dépassements observés pour la DCO était de 13,89 % en juillet 2025 et 5,03 % en août 2025 sans préciser toutefois si ces taux s'appliquaient aux concentrations ou aux flux.

Dans ce même courrier, l'exploitant a indiqué que les actions concernant la DCO se poursuivaient.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant indique :

- qu'il n'existe pas de capteur capable de mesurer les taux de DCO en continu des effluents au point de rejet ;
- que les dépassements de DCO peuvent s'expliquer par l'augmentation de l'activité au cours des dernières années,
- que la DCO pourraient dès lors être estimée par tonne de produits finis, sur la base du ratio kilogramme de DCO par tonne de produits de production de papier produite mentionné dans les BREF (l'Inspection rappelle que cette valeur de flux moyen spécifique annuel est défini dans son arrêté) ;
- que toutes les actions ont été menées pour tenter de réduire les flux de DCO en particulier l'optimisation de l'usage des produits chimiques utilisés (en particulier pour améliorer la résistance mécanique du carton produit) et le réglage du pH.

Au vu de ces éléments, l'exploitant ajoute qu'il sollicitera une modification de la valeur limite d'émission en flux de la DCO et que cette demande sera intégrée au PAC actuellement en

préparation.

L'Inspection précise à ce titre qu'en cas d'augmentation sollicitée, l'exploitant doit fournir l'étude d'impact démontrant à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, qu'une telle augmentation peut être retenue sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

Selon les résultats déclarées dans la plateforme GIDAF, l'Inspection constate (postérieurement à la visite) que, depuis juillet 2025, les taux mensuels de dépassements du flux de DCO sont les suivants :

juillet 2025 : 33 %

août 2025 : 0 %

septembre 2025 : 17 %

octobre 2025 : 10 %

novembre 2025 : 13 %

décembre 2025 : 25 %

janvier 2026 : 8 %

février 2026 : 11 %

mars 2026 : 26 %

L'exploitant n'ayant pas mis en œuvre les moyens nécessaires au respect de la prescription, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte toujours pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Interprétation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Interprétation des résultats

Prescription contrôlée :

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,*
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,*
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.*

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que les éléments déclarés dans le champ "cause" sur GIDAF ne correspondaient pas à une cause (par exemple pour les dépassements DCO) et que les mesures correctives concernant les dépassements en flux d'azote global étaient très peu développées.

L'inspection avait indiqué :

- qu'il appartenait à l'exploitant de développer les éléments présentés dans GIDAF lorsque des dépassements des valeurs limites d'émission sont observés ;
- que l'exploitant devait présenter à l'Inspection les conclusions de ses investigations relatives aux dépassements observés en flux en azote global ainsi que ceux relatifs à la DCO.

Par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que les dépassements de flux d'azote sont traités au travers du plan d'action (EVS20250045) et a avancé plusieurs causes possibles des dépassements observés (changements dans la qualité des matières premières, variation des additifs et produits chimiques utilisés, fluctuation de charge polluant dans les effluents de production, hydrolyse des composés en azote ammoniacal, dynamique du process industriel...). Il a ajouté que le plan d'action vise l'optimisation de la chimie (sans apporter plus de précisions), que les dépassements de flux d'azote n'étaient plus observés en juillet et août 2025 et que l'action se poursuivait pour ce qui concerne la DCO.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, par sondage, l'Inspection a consulté les commentaires apportées par l'exploitant au sujet des dépassements du mois de février 2026 et a constaté que les motifs (causes) de la non-conformité et les mesures correctives envisagées ou réalisées sont précisés.

Par sondage, l'Inspection a constaté que pour le dépassement du flux DCO du 02 février 2026, il est indiqué sur GIDAF le motif « *agitateur bassin tampon en défaut* » la mesure corrective « *remise en route agitateur* ».

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

L'Inspection constate l'absence de dépassement de la valeur limite d'émission pour l'azote global en concentration et un seul dépassement en flux (3 % des valeurs mensuelles) en septembre 2025.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé que les commentaires concernant les dépassements sur GIDAF doivent être en permanence complétés et doivent correspondre à l'intitulé du paragraphe concerné (Cause, nature, mesures correctives envisagées ou réalisées).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.13

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Article 5.13 de l'arrêté du 10 septembre 2020

Raccordement à une station d'épuration collective

Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à

acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions

[...]

II. Dispositions spécifiques aux installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois

Les valeurs limites avant raccordement sont fixées à l'article 5.12 du présent arrêté. Le préfet peut fixer des valeurs limites différentes en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65-III.

Article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020

Par souci de lisibilité des prescriptions, le détail de cet article est intégré à une annexe au présent rapport

Article R.515-65 du Code de l'environnement

[...]

III. - Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait relevé que, concernant l'azote global et le phosphore total, les valeurs limites d'émission précisées dans l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 sont supérieures à celles de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 et avait constaté qu'il n'a pas été justifié postérieurement à l'arrêté ministériel susmentionné de l'acceptabilité des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral. Au regard des taux d'abattement indiqués dans l'étude d'impact de 2013 (70 % pour l'azote global et 80 % pour le phosphore total), l'Inspection avait observé que la valeur limite fixée pour l'azote global (150 mg/L) ne permet pas d'assurer un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble tel que prévu à l'article R. 515-65-III du Code de l'environnement et que les rendements de la station externe précisés dans la déclaration GERE pour 2024 sont toutefois plus importants.

Concernant les valeurs limites d'émission en azote global et en phosphore total, il appartenait à l'exploitant de communiquer l'ensemble des éléments nécessaires (confirmation des taux d'abattement de la station de traitement des eaux urbaines) à la détermination de valeurs limites d'émission cohérentes avec les dispositions du II. de l'article 5.13 de l'arrêté ministériel précité.

Par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que le taux d'abattement est transmis via le rapport mensuel d'exploitation du SIVOM Mulhouse Sud Alsace et a joint en annexe de son courrier d'une part un extrait du rapport d'août 2025 mentionnant un taux d'abattement de 84,32 % pour l'azote global et de 86,13 % pour le phosphore total, d'autre part un tableau de synthèse émanant de ces rapports indiquant, de janvier à août 2025, des rendements de 84,76 % en 2025 pour l'azote global et de 82,56 % pour le phosphore total.

L'Inspection constate dans le rapport GERE 2025 indique que les rendements annuels 2025 de la station externe sont de 83,6 % pour l'azote global et de 87,2 % pour le phosphore total.

<p>L'inspection a constaté toutefois que l'exploitant n'apporte pas d'éléments sur le fait que les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral pour l'azote global et le phosphore total garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement, eu égard aux rendements de la station d'épuration, et sur l'absence d'augmentation des charges polluantes dans le milieu (sortie station d'épuration externe).</p> <p>L'exploitant n'ayant pas pu transmettre ces éléments, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant d'apporter les éléments complémentaires permettant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral susmentionné pour l'azote total et le phosphore total garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement, eu égard aux rendements de la station d'épuration externe ; - qu'il ne résulte pas, de ces rejets, une augmentation des charges polluantes dans le milieu (sortie station d'épuration externe).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Contrôles de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.</i></p> <p><i>Elles concernent notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • la réalisation de contrôles externes de recalage ; • [...].
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que les prélèvements n'avaient pas été pas réalisés sous accréditation, ceux-ci étant réalisés dans le préleveur automatique de l'exploitant (dispositif situé sur le site en amont de la station de traitement des eaux usées de Sausheim) et que seule la mesure du débit avait fait l'objet d'une analyse comparative. En outre, l'inspection avait relevé que les résultats des analyses n'avaient pas l'objet d'une comparaison entre les résultats de l'autosurveillance (préleveur automatique de l'exploitant) et les résultats de l'audit externe (préleveur automatique du laboratoire).</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de communiquer le résultat des mesures comparatives et leur interprétation dans un délai de deux mois.</p> <p>Par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que cette analyse comparative serait réalisée en octobre ou novembre 2025.</p>

Par courriers du 9 janvier 2026 et du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué qu'il a retenu le principe d'une analyse comparative annuelle des paramètres réalisée par le laboratoire agréé.
En annexe du courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a fourni le bulletin de résultats d'analyses d'un échantillon 24h prélevé le 18 février 2026 à partir de 08h30 au moyen d'un préleveur automatique installée par le laboratoire agréé mandaté.

Toutefois, l'inspection constate que ces résultats ne font pas l'objet d'une interprétation comparative.

L'exploitant précise qu'un rapport d'audit SRR (diagnostic du fonctionnement des dispositifs de suivi des rejets) d'un prestataire indique que le préleveur automatique ne présente pas d'anomalie. Par courriel en date du 7 avril 2026, l'exploitant a transmis la copie du rapport d'audit SRR réalisé du 17 au 18 juillet 2025. Il est constaté que la synthèse du diagnostic ne met pas en évidence d'écart de fonctionnement pour ce qui concerne le préleveur automatique.
Toutefois, l'inspection constate que le rapport SRR ne fait pas état d'une interprétation comparative des résultats d'analyses d'échantillons prélevés par le préleveur automatique de l'exploitant et le préleveur automatique du laboratoire.

Au regard de ce constat, l'inspection considère que l'exploitant a partiellement mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée et n'a pas été en mesure de justifier d'une interprétation comparative des résultats d'analyses des prélèvements du 18 février 2026 par son préleveur automatique et le préleveur automatique du laboratoire mandaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant de transmettre une interprétation comparative des résultats d'analyses des prélèvements réalisés le 18 février 2026 pour l'ensemble des paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Modalités de prélèvement des échantillons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des échantillons

Prescription contrôlée :

Article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020

Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.

Elles concernent notamment :

- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions des substances visées par le présent arrêté ;*
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau et dans l'air ;- la réalisation de contrôles externes de recalage ;*
- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection.*

Article 58 de l'arrêté du 02 février 1998

[...]

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...].

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation

Guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (février 2022)

Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Pour cela, il est recommandé de contrôler la température au minimum en début et fin d'opération.

[...]

Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état de l'échantillonneur pour la surveillance des paramètres tels que la Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours (DBO5), la Demande Chimique en Oxygène (DCO), les Matières en Suspension (MES), l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. L'échantillonneur devra être légèrement modifié.

Les modifications porteront sur le remplacement :

- Du tuyau d'aspiration, généralement en plastique renforcé pour la recherche des macro-polluants, par un tuyau en téflon, matériau inerte vis-à-vis des substances ;
- Du mono-flacon collecteur, généralement en plastique, par un mono-flacon en verre ;
- Du bol de prélèvement (cas d'un échantillonneur pompe à vide), généralement en plastique, par éventuellement un bol en verre.

Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.

Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en œuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas justifié du respect des préconisations formulées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances (en particulier et les substances dangereuses) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'analyse de ces substances.

Il appartenait à l'exploitant de justifier du respect des préconisations formulées dans le guide précité (notamment flacon en verre et tuyau d'aspiration en PTFE) pour le prélèvement des échantillons faisant l'objet d'une recherche de substances dangereuses.

Par courrier du 23 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que l'achat du matériel nécessaire allait

être réalisé et complété par la mise à jour de la procédure de prélèvement.

Par courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué que des flacons en verre, un bol de prélèvement en verre et qu'un tuyau en polytétrafluoroéthylène (PTFE) ont été acquis.

L'inspection constate la présence des flacons en verre destinés au préleveur automatique et l'installation sur ce dernier, du tuyau d'aspiration en PTFE dont les références correspondent bien aux références communiquées par l'exploitant par courriel du 1^{er} avril 2026. Les flacons en verre sont installés dans le préleveur automatique en tant que de besoin par le prestataire.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu

Prescription contrôlée :

Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

*Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de :
- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I)*

Article 22 de l'arrêté du 02 février 1998

[...]

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter d'éléments justifiant la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu récepteur.

Il appartenait à l'exploitant de communiquer les éléments justifiant de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

Par courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué qu'une étude était en cours d'élaboration en partenariat avec le SIVOM de Mulhouse Sud Alsace et que le rapport devrait être disponible en mai 2026.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, ces éléments ont été confirmés par l'exploitant.

L'exploitant n'ayant pas transmis les résultats de cette étude, il est en l'état impossible pour l'Inspection de conclure sur la conformité de l'installation contrôlée avec l'ensemble des

dispositions de la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu de l'exploitant de transmettre le rapport de l'étude menée en partenariat avec le SIVOM de Mulhouse Sud Alsace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Méthodes d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodes d'analyses
Prescription contrôlée :
<p><u>Article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020</u></p> <p>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau et dans l'air ; • [...]. <p><u>Article 58 de l'arrêté du 02 février 1998</u></p> <p>[...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (février 2022)</u></p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Pour cela, il est recommandé de contrôler la température au minimum en début et fin d'opération.</p>

Constats :

Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté, sur la base d'un contrôle par sondage, que la méthode associée au paramètre DCO était la norme ISO 15705 (micro méthode) et que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un calage initial et régulier lorsque la micro méthode est mise en œuvre.

Par courrier du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué qu'un audit de recalage a été réalisé sur 21 mesures de décembre 2025 et janvier 2026 et a transmis en annexe de ce courrier les résultats du recalage de la micro méthode d'analyse (ISO 15075 (ST DCO)) avec la méthode de référence NF T 90-101. L'exploitant a indiqué qu'un "écart-type" de 4,85 est observé entre les résultats des deux méthodes.

L'exploitant a précisé qu'un recalage sera désormais réalisé tous les 5 ans.

Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a confirmé ces éléments mais n'a pas été en mesure d'interpréter la valeur de l'écart-type calculé.

Par courriel du 21 avril 2026, l'exploitant a transmis le rapport d'étude du laboratoire qui indique les écarts calculés sur les résultats d'analyses de 20 échantillons prélevés entre le 09 décembre 2025 et le 28 janvier 2026 (comparaisons entre les résultats de la Demande Chimique en Oxygène (DCO)) en utilisant les deux méthodes analytiques (NF T90-101 et ISO 15705).

La prestataire indique que *les "résultats obtenus lors de l'étude montrent qu'il n'y a pas d'écart significatif pour l'évaluation de la Demande Chimique en Oxygène avec les deux méthodes pour l'ensemble des échantillons"*.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Justificatifs des caractéristiques coupe-feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/09/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques mur coupe-feu

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté du 1er septembre 2023

Résistance au feu du mur mitoyen

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 : « l'exploitant tient à jour les documents suivants : [...]

- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôle, consignes, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation. »

Article 18 de l'arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages

La performance de résistance au feu d'un produit, d'un élément de construction ou d'ouvrage, pour sa mise en œuvre dans une construction, est attestée :

- par les informations accompagnant le marquage CE selon l'article 11, ou

- par une certification au sens de l'article L. 115-27 du code de la consommation, après avis favorable du CECMI sur le référentiel de certification, ou

<ul style="list-style-type: none"> - par un procès-verbal en cours de validité selon l'article 11, au moment du dépôt du permis de construire ou de l'autorisation de travaux, ou - par une note de calcul élaborée selon l'article 12, ou - par le fabricant ou constructeur d'un procédé tel que visé à l'article 12, ou - par un avis de chantier délivré dans les conditions indiquées à l'article 14, ou - par un avis sur étude délivré dans les conditions indiquées à l'article 15. <p>Par ailleurs, un avis technique (ATec) ou un document technique d'application (DTA) peut être délivré dans les conditions de l'arrêté du 2 décembre 1969 susvisé, formulé sur la base d'une appréciation d'un laboratoire agréé sur son comportement au feu</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 1^{er} juillet 2025, l'Inspection avait constaté que le rapport d'expertise établi par un prestataire ne faisait pas référence à un agrément de ce dernier et n'a pas précisé pas si l'avis avait été rendu dans le cadre de cet agrément.</p> <p>Il appartenait à l'exploitant de justifier que le rapport a été établi dans le cadre des possibilités offertes par l'article 18 de l'arrêté du 22 mars 2004.</p> <p>Par courrier du 22 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que l'analyse des performances du prestataire a été établie selon l'approche de l'annexe 4 (appréciation de laboratoire agréé) de l'arrêté du 22 mars 2004.</p> <p>Le prestataire est agréé selon les dispositions de l'arrêté du 5 février 1959 portant agrément des laboratoires d'essais sur le comportement au feu des matériaux.</p> <p>Lors de la visite du 1^{er} avril 2026, ces éléments ont été confirmés par l'exploitant.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 13 : Consigne relative à la vanne d'isolement

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consigne relative à la vanne d'isolement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.3.2 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 28 août 2019 susvisé :</i></p> <p><i>"Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...]. leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. [...]"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 1^{er} juillet 2025, à la suite d'interrogations sur la robustesse des modalités de confinement des eaux d'extinction (relevage des eaux vers le bassin de confinement nécessitant l'utilisation de la pompe P40 alimentée par le même réseau électrique que le bâtiment concerné), il avait été demandé à l'exploitant de vérifier l'applicabilité de sa procédure de confinement (concernant le scénario de l'incendie du bâtiment machine à papier) auprès des services de secours et le cas échéant, de préciser des actions correctives visant à assurer</p>

l'efficience des moyens de confinement des eaux d'extinction.

Par courrier du 9 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que la procédure MO QPE 25 Plan de défense contre les situations d'urgence a été validée par le SIS68 lors d'une réunion sur site le 22/10/2025 et a transmis la copie du courriel du SIS68.

L'Inspection a constaté que le courriel du SIS68 du 27 octobre 2025 indique que les dispositions prises par l'exploitant en cas d'incendie ne viennent pas en opposition avec les pratiques des sapeurs-pompiers et que les dispositions prises pour la rétention des d'extinction d'incendie seront intégrées dans la mise à jour du plan d'établissement répertoriés (ETARE). Il précise également qu'un exercice incendie sera organisé en 2026.

Lors de la visite d'inspection du 1^{er} avril 2026, l'exploitant a confirmé ces éléments.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

ANNEXE

I. Article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019

Substance	Paramètre	Fréquence de l'auto surveillance
	Débit, température et pH	continu
DCO	Concentration Flux flux spécifique	Journalière
DBO5	Concentration Flux	Hebdomadaire
MES	Concentration Flux flux spécifique	Journalière
Azote global	Concentration Flux flux spécifique	hebdomadaire
Phosphore total	Concentration Flux flux spécifique	Hebdomadaire
Indice phénol	Concentration flux	Semestriel
Composés organiques halogénés (AOX)	Concentration flux	Tous les 2 mois

26

Hydrocarbures totaux	Concentration flux	Semestriel
Métaux (Plomb, Zinc et Cuivre, Chrome, Nickel)	Concentration flux	Mensuel

II. Article 10.4 de l'arrêté du 10 septembre 2020

Paramètre	Condition de flux	Fréquence de surveillance
Débit	-	En continu.
DCO (3) (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 300 kg/j (1) :	Journalière (4) (5).
Matières en suspension	Flux supérieur à 100 kg/j (1) :	Journalière (4) (5).
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 100 kg/j (1) :	Hebdomadaire (6).
Azote global	Flux supérieur à 50 kg/j (1) :	Hebdomadaire (4).
Phosphore total	Flux supérieur à 15 kg/j (1) :	Hebdomadaire (4).
Hydrocarbures totaux	Flux supérieur à 10 kg/j :	Journalière.
Composés organohalogénés adsorbables (7) (AOX)	Flux supérieur à 2 kg/j (1) :	Mensuelle (pâte kraft blanchie). Bimestrielle.

Indice phénols	Flux supérieur à 500 g/j :	Journalière.
Cuivre et ses composés	Flux supérieur à 500 g/j : Flux compris entre 200 et 500 g/j : Flux inférieur à 200 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Zinc et ses composés		
Plomb et ses composés	Flux supérieur à 100 g/j : Flux compris entre 20 et 100 g/j : Flux inférieur à 20 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Nickel et ses composés		
Chrome et ses composés		
Autre substance dangereuse visée à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 100 g/j : Flux compris entre 20 et 100 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
Cadmium et ses composés	Flux supérieur à 5 g/j : Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j : Flux inférieur à 2 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Mercure et ses composés		
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 5 g/j : Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
EDTA, DTPA (8)	-	Mensuelle (2).

(1) Applicable sans condition sur le flux pour les installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois.

(2) Applicable uniquement aux installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois.

(3) La DCO peut être remplacée par le carbone organique total (COT). Si le COT est déjà mesuré parce qu'il fait partie des principaux paramètres de procédé, la détermination de la DCO est inutile ; il convient toutefois d'établir une corrélation entre les deux paramètres pour la source d'émissions spécifique et l'étape considérée de traitement des effluents.

(4) Des méthodes d'essai rapides peuvent être utilisées. Les résultats des tests rapides sont contrôlés sur une base mensuelle au regard des normes EN ou, en l'absence de normes EN, des normes ISO, des normes nationales ou d'autres normes internationales qui garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

(5) Pour les usines exploitées moins de sept jours par semaine, il est possible de réduire la fréquence de surveillance afin de ne couvrir que les jours où l'usine est en fonctionnement, ou bien d'étendre la période d'échantillonnage à 48 ou 72 heures.

(6) La fréquence peut être moindre pour les installations non classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(7) Non applicable aux unités qui apportent la preuve qu'aucun AOX n'est produit ou ajouté par l'intermédiaire d'additifs chimiques et de matières premières.

(8) Applicable lorsque le procédé fait appel à de l'EDTA ou du DTPA.

(9) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station

III. Article 4.3.1 de l'arrêté du 26 avril 2019

Débit de référence	Maximal :180 m3/h	Moyen journalier :1500 m3		
Débit spécifique	Maximal : 10 m³/t			
Capacité de référence	85000t/an	300t/j maxi 240 t/j en moyenne annuelle		
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	flux moyen spécifique annuel (kg/tonne de papier produite)	Code SANDRE
DCO		8100	33,8	1314
DBO5		4500		1313
MES		3000	12,5	1305
Azote global	150	50	0,2	1551
Phos-phore total	50	10	0,04	1350
Cuivre	0,5			1392
Plomb	400 0,50 mg/l à compter du 1 janvier 2020			1382
Zinc	2 0,8 à compter du 1 ^{er} janvier 2020			1383
Indice phénols	0,3			1440
Hydro-carbures	10			7009
AOX	1			1106
Chrom e	0,5 mg/l 50µg/l à partir du 1/1/2020			1389
Nickel	0,5 mg/l 50µg/l à partir du 1/1/2020			1386

VII. De l'article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes selon le flux journalier maximal autorisé.

1. Demande chimique en oxygène (DCO) et matières en suspension (MES)

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)

L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration.

MES (Code SANDRE : 1305)

L'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration.

2. Azote global et phosphore total

a) Dispositions générales

Azote global (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j

Phosphore total (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j

b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de [l'article R. 211-94](#) pour le ou les paramètres concernés par le classement en zone sensible

Azote global (Code SANDRE : 1551) 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 150 kg/j

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 300 kg/j

Phosphore total (Code SANDRE : 1350) 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 40 kg/j

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si le flux journalier maximal est supérieur ou égal à 80 kg/j

c) Autres dispositions

Des valeurs limites de concentration différentes en azote peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote sans toutefois dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.

Des valeurs limites de concentration différentes en phosphore peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore sans toutefois dépasser le double des valeurs limites définies ci-dessus.

Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a et au b sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12 °C. Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a) et au b).

3. Substances spécifiques du secteur d'activité

Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Seuil de flux
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j

Composés organo-halogénés adsorbables (AOX) (1)	-	1106	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,5 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j

(1) Applicable uniquement aux installations ne disposant pas déjà d'une valeur limite d'émission imposée par les paragraphes II à VI du présent article et ne s'applique pas si pour au moins 80% du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs valeurs limites d'émission sont déjà réglementées de manière individuelle.

4. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Seuil de flux
Substances de l'état chimique				
Cadmium et ses composés (1) (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/l	-
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Mercure et ses composés (1) (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l	-
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Nonylphénols (1)	84-852-15-3	1958	25 µg/l	-
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Autres substances de l'état chimique				
Di (2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) (1)	117-81-7	6616	25 µg/l	-
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés (1) (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	-
Dioxines et composés de dioxines (1) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l	-
Hexabromocyclododécane (1) (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	-
Polluants spécifiques de l'état écologique				
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	NQE 25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l

(1) Ces substances dangereuses sont visées par des objectifs de suppression des émissions et satisfont en conséquence en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé